

Les personnes publiques : acteurs de l'administration

La racine latine de l'administration c'est : " minus " qui se traduit par : "servir"

L'administration peut être envisagée de deux manières: ORGANIQUE ET FONCTIONNELLE



CONCEPTION ORGANIQUE

Signification :

L'administration est constituée par **l'ensemble des organes** qui relèvent des personnes publiques.

Personnes publiques? :

Ce sont les personnes **morales de droit public** :

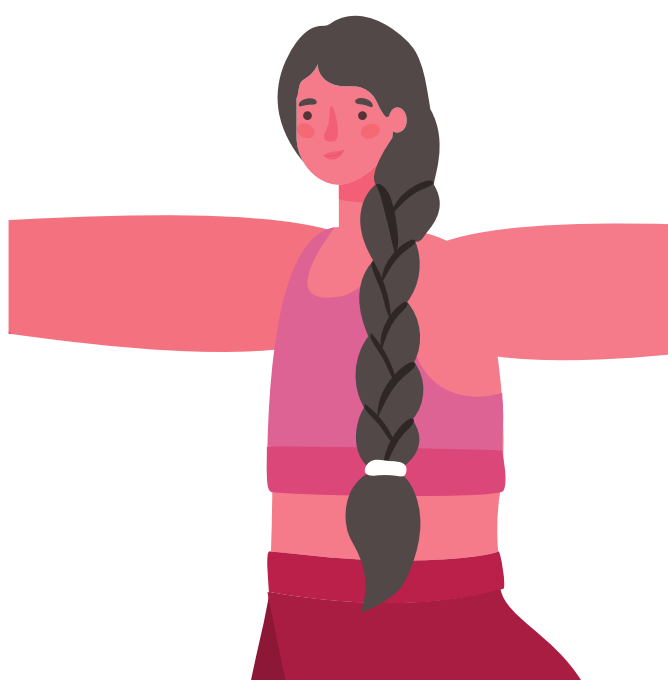
- L'Etat
- Les collectivités décentralisées
- Les établissements publics
- Les personnes publiques "sui generis"



Les autorités administratives Etatiques

Président de la République

Chef de l'exécutif, il **nomme** le Premier ministre et peut prendre des **actes administratifs unilatéraux**



Premier Ministre

Art. 20 Constitution : Le Premier ministre conduit la **politique générale** de la nation.

Ainsi, il dispose du **pouvoir réglementaire** et **signe** tous les **décrets réglementaires**



Ministre

Direction des services publics de son ministère. Pas de pouvoir réglementaire mais **exerce un pouvoir délégué** par le Premier ministre.



Autorité administrative indépendante

Organe exerçant des **fonctions administratives** et qui est indépendante vis-à-vis du gouvernement. Elle n'a pas la personnalité morale.



Autorité déconcentrée

Mode d'aménagement d'un pouvoir centralisé. Donner à une autorité qui représente l'État des pouvoirs pour pouvoir agir au plus près de la population. Exemple : Préfecture...

Les autorités administratives décentralisées

Décentralisation?

Transfert de compétence entre l'Etat central et les collectivités locales

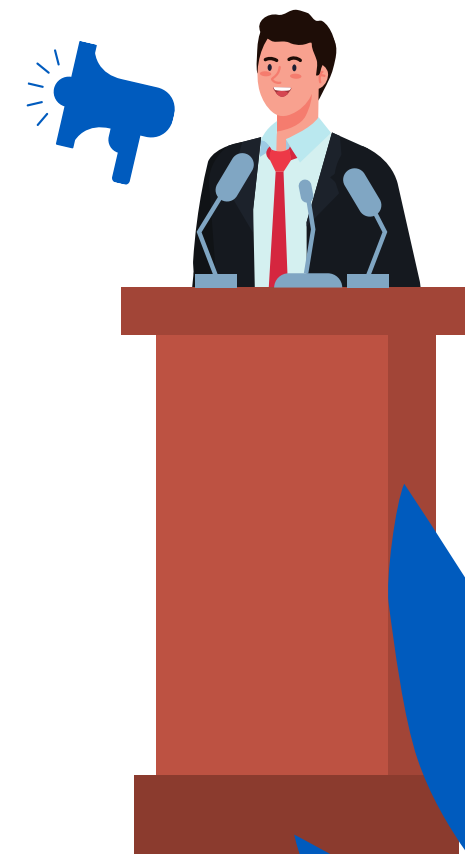
Fondement :

Article 1er de la Constitution : " l'organisation administrative de notre république est décentralisée »

Identification des collectivités territoriales décentralisées :

Article 72 de la Constitution -

- Communes
- Département
- Région
- Collectivité particulier
- Collectivité d'outre-mer
- Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)



CARACTÉRISTIQUES :

- **Libre administration**

-> Compétences **unique** par rapport à l'Etat : les collectivités décentralisées disposent d'un **pouvoir réglementaire (Article 72 alinéa 3 de la Constitution)**.

-> Mais cette compétence est celle qui a été reconnue par le **législateur**

-> Les actes des **collectivités territoriales** sont contrôlés par le contrôle de légalité du préfet (qui est une autorité déconcentrée)



- **Autonomie financière (Article 72-2 de la Constitution)**

-> Les collectivités territoriales bénéficient de **ressources** dont elles peuvent disposer librement dans les conditions fixées par la **loi**.

-> Mais **seul le législateur** peut créer de nouvelles ressources fiscales pour la collectivité territoriale



Les établissements publics



Signification :

Personne morale de droit public qui a été créée pour effectuer une **mission spécifique**.

L'établissement public n'agit **que pour l'objet pour lequel il a été créé**.

Le **juge administratif** peut vérifier s'il est possible d'exercer des **activités annexes** qui est complémentaire avec sa spécialité (**ex : CE, 10 mai 1996, SARL La Roustane**)



En fonction de la collectivité de rattachement

- Établissement public national
SNCF, RATP, Universités...
- Établissement public territorial
Établissement public de coopération intercommunale (EPCI)

En fonction de l'activité exercée

- Établissement public administratif (EPA)
- Universités, hôpitaux
- Établissement public industriel et commercial (EPIC)
- SNCF, RATP, Théâtres nationaux...

CRÉATION

Article 34 de la Constitution : Le **législateur** crée une catégorie d'établissements publics
Création par le **pouvoir exécutif** de l'établissement public au sein de la catégorie

SUPPRESSION

Parallélisme des formes : Seule l'autorité compétente qui a créé l'établissement public peut le supprimer

Les personnes publiques "sui generis"

• Signification :

Ce sont des organismes dont la catégorie n'est pas précisée par les textes. C'est la jurisprudence qui indique la catégorie à identifier



• Groupements d'intérêts publics (GIP)

TC, 14 février 2000 GIP-HIS habitat et interventions sociales pour les mal-logés et les sans-abris contre Mme Verdier : Les GIP sont assujettis aux mêmes règles que celles des établissements publics



• Banque de France

CE, 22 mars 2000, Syndicat de la Banque de France: Elle n'est pas un établissement public mais revêt d'une nature particulière et présente des caractéristiques propres



Conception matérielle

Signification :

Au sens matériel, l'administration désigne l'ensemble des services qui servent l'intérêt général.

Intérêt:

Les organes de l'Etat ont plusieurs activités. Le droit administratif ne s'applique que sur l'activité administrative de ces organes.



Acte de gouvernement

Mission de gouvernance : gérer les relations diplomatiques...

Le droit administratif ne s'applique pas

Acte administratif

Mission d'intérêt général

Le droit administratif s'applique

